

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1489>

**Soutien du CEDETIM à l'égard de UGTG
et au LKP contre la politique de l'État
français : « Les syndicalistes ne sont pas
des criminels ! »**

Date de parution : 29 novembre 1999

- Dossiers - Répression -

Date de mise en ligne : vendredi 24 juin 2011

Mis à jour le : vendredi 24 juin 2011

UGTG.org

Informé de la répression, de la multitude de procès contre les militants de l'UGTG, principale organisation syndicale de Guadeloupe, des provocations et violations des droits de la défense, le CEDETIM s'est joint aux nombreuses organisations qui ont décidé de s'exprimer et d'agir en soutien aux militants et organisations de Guadeloupe visés par le pouvoir colonial.

Soutien du CEDETIM à l'UGTG et au LKP :

« Les syndicalistes ne sont pas des criminels ! »

L'année 2009 a vu les mouvements du peuple guadeloupéen contre la politique néocoloniale de l'État français, prendre une ampleur inconnue jusqu'alors, et cela jusqu'à amener Sarkozy et son gouvernement à reculer. La lutte pour la défense des intérêts des travailleurs, plus largement du peuple, et singulièrement de la jeunesse, le combat contre l'exploitation, contre toutes les profiteurs et contre la perpétuation des rapports coloniaux, que mènent l'UGTG et le LKP, relèvent d'un processus de maturation enclenché depuis l'époque esclavagiste et s'inspirent des grandes luttes sociales et politiques menées jusqu'à ce jour.

Ces combats s'inscrivent dans un contexte international marqué par les luttes des peuples qui refusent de payer la crise du capitalisme néolibéral et les dégâts de tous ordres, notamment écologiques, qui ensanglantent la planète.

Nous savons que les années à venir sont lourdes de menaces car les politiques néolibérales, vont continuer à faire payer la crise d'abord aux discriminés et aux peuples colonisés, et à mettre en place des politiques de restriction des libertés et de la démocratie qui se traduisent par des mesures de répression, de criminalisation des mouvements sociaux, de pénalisation de la solidarité, de xénophobie, etc.

Le CEDETIM favorisera la coopération de toutes les associations, organisations et partis politiques démocratiques qui se reconnaissent dans ces combats pour :

- [-] organiser une solidarité active face à la répression des militants de l'UGTG et du LKP et à la criminalisation de l'action syndicale, face aux pratiques du « temps des colonies » ;
- [-] exiger du gouvernement le respect des différents accords auxquels l'État français a souscrit, notamment les « Accords Jacques BINO » de 2009.

Évidemment, il est nécessaire que ce soutien s'organise en pleine coopération avec les comités et organisations rassemblant les Guadeloupéens qui vivent en France. Si nous apprenons et réussissons à conjuguer nos résistances et nos combats, ici et là-bas, dans le respect de nos différences tout en unissant nos forces, alors il est possible de faire naître un nouveau projet d'émancipation.

Parce qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre, nous vous apportons notre plein soutien afin de continuer la lutte pour éradiquer le profit, abolir les privilèges et instaurer de nouveaux rapports économiques, sociaux et politiques entre le peuple guadeloupéen et le peuple de France.

Paris le 07 juin 2011

[CEDETIM](#)

Post-scriptum :

Le [CEDETIM](#) est un Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale.

Cette solidarité est conçue comme une valeur culturelle fondamentale qui se situe dans la continuité d'une tradition internationaliste. Elle ne se limite donc pas à l'aide ou au soutien des luttes ou des mouvements qui seraient lointains et exotiques. Elle s'inscrit dans un projet ayant pour objectif la transformation de la société, ici comme ailleurs, dans le sens d'une plus grande liberté, d'une plus grande égalité, d'une meilleure justice sociale, d'un monde construit par tous les peuples. Elle est fondée sur le respect des droits fondamentaux individuels et collectifs.

Ce projet signifie le refus de toutes les formes de répression, de domination, de discrimination et d'exclusion ; il ne s'agit ni de charité, ni de commisération, ni de culpabilité, mais de la construction d'un avenir commun entre peuples frères.

Nous sommes profondément convaincus qu'un peuple qui en domine un autre n'est pas un peuple libre.